

L'avenir d'une utopie

Si à l'aube d'une renaissance démocratique, les perspectives politiques qu'ouvre l'élection de Jean-Bertrand Aristide, sont encourageantes, des obstacles structurels se dressent sur la voie de l'autosuffisance alimentaire. Ils ne pourront être dépassés qu'au prix d'efforts coûteux et longs. Mais saura-t-on attendre ? De plus – ce n'est pas le moindre de ses paradoxes – la politique agricole haïtienne qui ne veut compter que sur les forces propres de la nation ne pourra, pendant des années peut-être, se passer de l'aide internationale.

« Nos ventres ne doivent plus dépendre de l'extérieur ». C'est ce qu'affirmait, dès sa première déclaration de politique générale, le nouveau Premier ministre, René Prével, agronome de formation. Voilà qui a le mérite d'être clair mais qui ne dispense pas de se montrer lucide. Tout d'abord, globalement parlant, l'agriculture haïtienne ne peut à l'heure actuelle nourrir en moyenne que trois Haïtiens sur cinq⁽¹⁾, si l'on fait abstraction des variations interannuelles et régionales et des inégalités de répartition des produits. Ensuite, l'augmentation de la production agricole se heurte à des conditions structurelles qui seront lentes à modifier : insécurité foncière, terres en majorité pentues, peu équipées en dispositifs de défense et de restauration des sols, faibles surfaces irriguées (moins de 8% des terres), faibles infrastructures routières et énergétiques, forte inégalité d'accès aux moyens de production.

Dans son long chemin vers l'autosuffisance alimentaire,

Haïti dispose d'un atout précieux : la capacité de résistance des systèmes

vivriers.



Les forgerons du Vodou, Serge Jolimeau

Enfin, troisième aspect à prendre en compte, la croissance démographique, de l'ordre de 1,6% à 1,8% par an, est plus rapide que celle de la production agricole. Et ceci sur une tendance décennale (1980-1990). Cet indéniable effet « ciseau » structure tout le problème alimentaire haïtien (voir graphique p. 11). Même si la place de l'agriculture dans l'économie nationale ne cesse de décroître, en termes de contribution au produit intérieur brut (il est passé de 50% dans les années soixante à 35% environ en 1990), 65% de la population économiquement active vit précisément de cette agriculture. La question de son avenir est donc essentielle, et la nécessaire transition agro-alimentaire doit chercher sa voie ailleurs que dans les lamentations, les imprécations ou les plans tirés sur la comète⁽²⁾.

STRATÉGIES

DE SURVIE

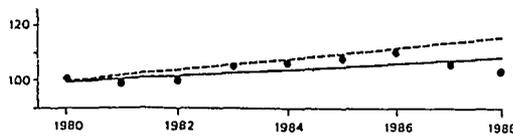
Plus réaliste et plus féconde est la direction de recherche qui s'établit sur un constat des faits. Les systèmes de production agricole vivriers ont subi de plein fouet toutes les vicissitudes socio-politiques de ces dernières années. Ils ont traversé les nombreux épisodes violents d'une crise agricole où facteurs exogènes et causes endogènes se renforcent : sécheresses, engrèvement des systèmes d'irrigation, abattage de tout le cheptel porcin (voir page 12), entrée massive sur le marché intérieur du riz nord-américain à bas prix, etc.



Malgré tout, les systèmes vivriers ont, dans l'ensemble, plutôt bien résisté. Au prix de très lourds sacrifices de la part des paysans ! Dès lors, il faut admettre que toute politique d'avenir doit s'appuyer sur les capacités de résistance des systèmes vivriers et les renforcer en ne choisissant pas des options d'augmentation de la production qui leur tourneraient le dos. Au préalable, il faut se demander d'où viennent ces capacités et comment elles réagissent entre elles.

Selon les enquêtes de terrain, deux ensembles de facteurs peuvent jouer. Le premier concerne la répartition spatiale des systèmes de production agricoles (SPA) vivriers, classés selon leur degré de diversification. Ce facteur a une influence directe sur la gestion des risques de pénurie alimentaire. Plus un système est diversifié, plus il est

L'EFFET CISEAU



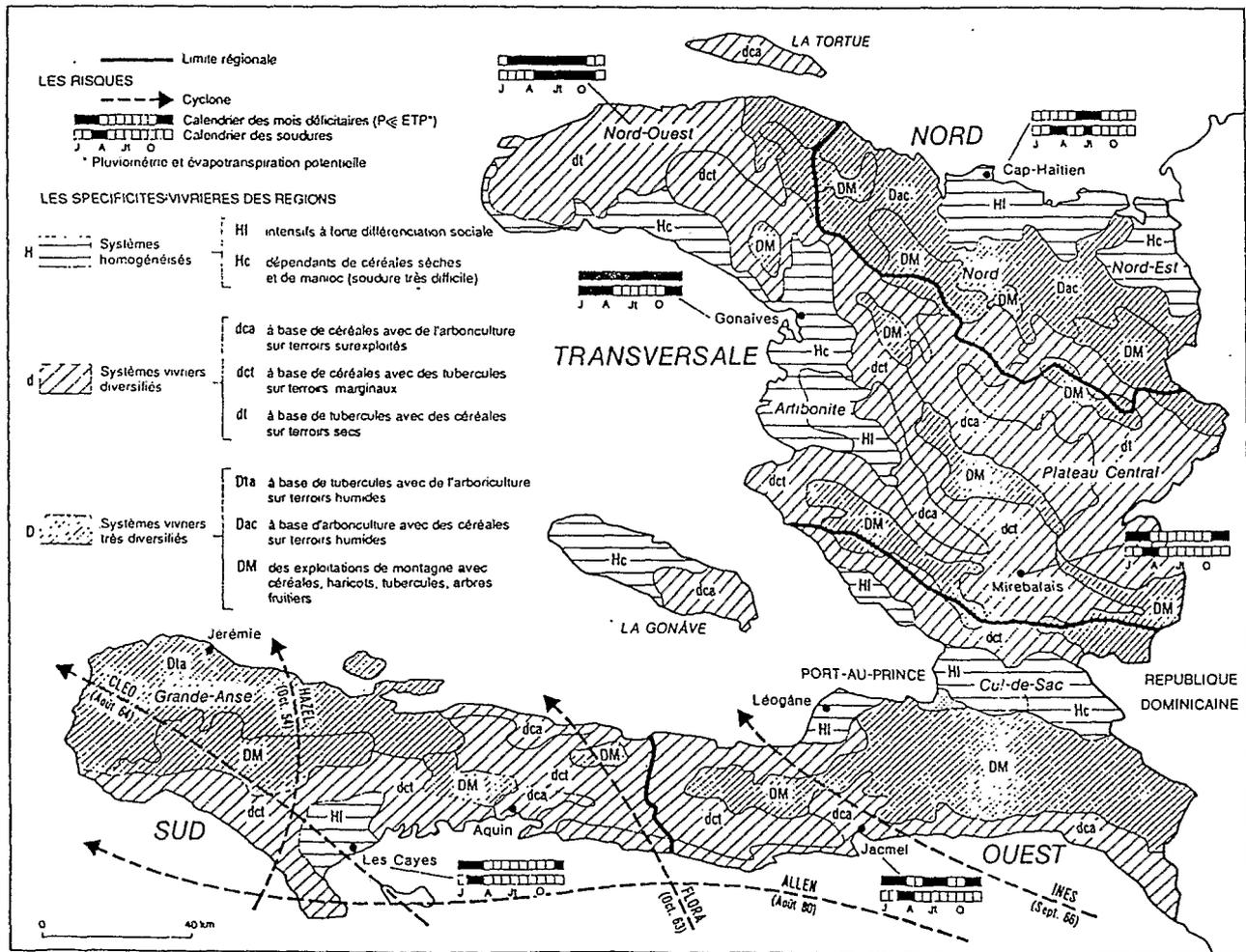
..... Indice de la production agricole
 — Tendance de la production agricole
 - - - Croissance démographique (indice 100 en 1980)

capable de subir les crises, économiques ou écologiques, en permettant plus ou moins rapidement un certain retour à l'équilibre. Par exemple, dans la région de la Grande-Anse, où l'on trouve des SPA très diversifiés, la culture des tubercules et l'arboriculture

fruitière contribuent à diminuer les risques de disette que pourraient entraîner une pénurie de « grains » (céréales et haricots) due à une sécheresse. L'étalement des périodes de récolte et la combinaison de nombreuses espèces aux exigences écologiques différentes constituent une bonne assurance contre le risque de mourir de faim.

A l'opposé, des systèmes très homogénéisés, comme la riziculture irriguée dans le bas Artibonite, subiront de la façon la plus violente qui soit n'importe quelle perturbation survenant dans leur environnement : suspension de la distribution d'eau – conséquence de la détérioration du mécanisme du barrage répartiteur en 1973 – ou effondrement des cours du riz, à la suite d'importations massives de riz à bas prix après 1986. Notons au passage que la grande homogénéité culturelle va de pair avec

SPÉCIALITÉS VIVRIÈRES DES RÉGIONS D'HAÏTI



une importante possibilité de gains de productivité et une forte différenciation sociale (« grands » propriétaires de plus de 10 hectares et ouvriers agricoles nombreux). Si le premier ensemble de facteurs de résistance se déploie dans l'espace, le second est rythmé dans le temps par les calendriers agroclimatiques et de travail. Selon les années et les régions, les soudures alimentaires sont plus ou moins longues et plus ou moins dures. Les ruraux font preuve de multiples stratégies pour survivre durant ces périodes. Certains tirent toutes leurs ressources de leurs seules parcelles. Mais bien d'autres, pluriactifs, combinent la culture de leurs propres « jardins » et l'artisanat temporaire (ébénisterie, charpente, maçonnerie, couture, etc.). Ils vendent aussi leur propre force de travail. Les femmes font du petit commerce sur de très longues distances. Les petits paysans qui subissent les rigueurs de la saison sèche chez eux se procurent quelques revenus en s'embauchant comme journaliers dans des systèmes agricoles voisins, aux calendriers de travail complémentaires. Ainsi, la saisonnalité des soudures agroclimatiques, mais aussi des croise-

ments de calendriers de travail dans des régions interdépendantes.

RESPECT DES COMPLÉMENTARITÉS

Une politique agricole qui viserait l'autosuffisance alimentaire se doit, sous peine d'être vouée à l'échec, de tenir en même temps les deux bouts de la chaîne : augmenter la production agricole certes, mais aussi ne pas déstabiliser les systèmes vivriers. Et surtout ne pas déstructurer les stratégies des habitants des campagnes, en faisant fi du degré de diversification des systèmes, des comportements antirisque « pénurie alimentaire » et de la complémentarité des régions. En effet, il y aurait quelque paradoxe à intensifier les zones agricoles les plus riches de potentialités au détriment des régions défavorisées, en ignorant leurs complémentarités écologiques, sociales et économiques. On ne peut négliger par ailleurs les conséquences, en termes de différenciation sociale, qu'entraînerait cette intensification. La difficulté surgit

ici de ce que l'on sait mieux augmenter la productivité des systèmes homogénéisés que celle des systèmes bien diversifiés.

En outre, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, une orientation agricole vers la production vivrière ne suffit pas. S'impose comme une nécessité la mise en place d'une véritable politique alimentaire nationale qui, d'une part, aide à créer des emplois et des revenus à la campagne et, d'autre part, joue sur la complémentarité des régions pour structurer en partie la régulation interne de la distribution, tout en contribuant à assurer un bon niveau d'approvisionnement en ville. ■

Doryane Kermel-Torres
Pierre-Jean Roca

(1) Entre la sécurité quotidienne et la menace sociopolitique : la question alimentaire. D. Kermel-Torres (Orstom-Msa) et P.-J. Roca (CNRS-Ceget). Orstom, Cahiers des Sciences humaines, à paraître en 1991.

(2) Haïti : Agricultural Policy Reforms. E. Berg and Assoc. USAID. Port-au-Prince, 1984.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie de qualité sur Haïti est très nombreuse. Voici quelques références.

- *Atlas d'Haïti*, CNRS/CEGET/Bordeaux III, 1985.
- *Atlas critique d'Haïti*, CRC/ Université de Montréal, 1982.
- *Le paysan haïtien et sa famille*, Remy Bastien. Editions Karthala, 1951, réédition 1985. (Un classique de la sociologie haïtienne).
- *La chute de la maison Duvalier*, Martin-Luc Bonnardot et Gilles Danroc. Karthala, 1989. (Une analyse politique récente).
- *Haïti, paysage et société*, André-Marcel d'Ans. Karthala, 1987. (Une bonne synthèse).
- *Haïti, pays écorché* (mars 1990) ; *Haïti, terre délabrée, écologie et dictature* (juillet 1990), dossiers du CRESIDIP (Centre de recherches sociales de diffusion populaire) BP 15217, Pétionville, Haïti.
- *Pour Haïti* (trimestriel, op. cit.) ; *Haïti Information Libre*, (mensuel), 24, rue Crémieux, 75012 Paris. (Deux périodiques édités en France).

Vidéo

- *La poule aux œufs d'or, paysans d'Haïti*, 6 K7 VHS-Secam, 1987. Université des Antilles et de la Guyane, Développement agricole caraïbe, 6, Campus de Fouillole, BP 592, 97167 Pointe-à-Pitre Cedex, Guadeloupe.
- *Paysans, silence à voix basses : conversations avec l'agronome Luc*, 8 K7 Secam de durées variables. ICAD-Éditions, F-89790 Guerchy. Tel. : (86)73-72-16.
- *La filière créole*, de Didier Bertrand, 35'. (Animations sur le milieu rural). Disponible auprès de la Cimade, Frères des hommes ou l'association des Volontaires du progrès.

L'AFFAIRE COCHON

Au début des années 1980, l'apparition de la peste porcine africaine en Haïti a conduit les autorités agricoles américaines à proposer, et obtenir, l'élimination totale de la population porcine de l'île, et celle, pure et simple, de la souche créole. Cette méthode radicale de traitement de l'épizootie a accentué la crise agricole des petits producteurs haïtiens. Source de nourriture, recycleur de déchet, fournisseur d'engrais, cochon tire-lire, le porc créole jouait en effet un rôle essentiel dans le système complexe des exploitations familiales.

Le repeuplement d'animaux de race hautement productive s'est accompagné d'une restructuration favorisant les ateliers porcins « modernes », avec les déboires classiques de ce genre de stratégie : concentration de l'investissement, exclusion de la majorité des paysans de la production porcine, mauvaises applications des règles sanitaires, erreurs de gestion, etc. L'alternative adoptée par les ONG haïtiennes et étrangères (Cimade, Frères des Hommes, Volontaires du Progrès) a consisté à promouvoir la diffusion de cochons rustiques, notamment en provenance de Guadeloupe, pour tenter de relancer la production porcine dans les exploitations familiales.

Malheureusement les difficultés techniques, l'environnement économique (appauvrissement des paysans, prix payés au producteurs, bas coût des importations en provenance des États-Unis), mais aussi, selon certains, des erreurs commises par les ONG diffuseurs du cochon créole — notamment une « conditionnalité » au regroupement coopératif —, n'ont pas permis à cette opération d'obtenir un succès spectaculaire. L'affaire du cochon créole a provoqué une intense mobilisation, aggravé le mécontentement au moment où les vannes de l'émigration se fermaient, accentué la méfiance vis-à-vis des États-Unis, méfiance qui ne demande qu'à faire surface dans la région. En bref, elle a constitué une des crises majeures des années 1980. « L'affaire cochon » est loin d'être close. Les résultats des divers programmes de repeuplement sont en cours d'évaluation. Un bilan qui devrait bousculer bon nombre de certitudes.

C.P. - F.L.

SOMMAIRE

Editorial

La traversée des apparences 3

Points chauds

Agriculture européenne
Quelle politique commune ? 4

Revue de presse 6

Dossier

Haïti, terre d'espérance 7

• Anpil men chay pa lou 8

• Autosuffisance alimentaire
L'avenir d'une utopie 10

• Développement agricole
La voie paysanne 13

• Environnement
Terre délabrée 15

• Organisations paysannes
Après la chute de la maison
Duvalier 17

Bribes en vrac 19

Livraisons 20

Lecture 21

Courrier du Sud

Afrique
Sauver les terres des savanes 22

Clignotants 24

Dans le prochain numéro

Un dossier sur la libéralisation
des politiques céréalières dans les
pays du sud de la Méditerranée.

La traversée des apparences

L'ordre mondial issu de la Deuxième Guerre change. Dans le jeu de recomposition, les déplacements sont tantôt silencieux, tantôt violents. L'Allemagne unifiée et le Japon se retrouvent créditeurs d'un ordre international en cours de renégociation. Mais aux vaincus d'hier, devenus forces économiques d'aujourd'hui, manque la prédominance politique, faute d'une légitimité internationale.

Les Etats, membres du club depuis 1945, maintiennent leur puissance, fournissent les normes et les principes fondamentaux de l'ordre mondial. Ainsi des Etats-Unis qui, même affaiblis économiquement, ont fait récemment la preuve de leur force technologique et militaire.

Pourtant, les signes de faiblesse s'accélèrent. L'intégration économique mondiale libérale, tant réclamée par les Américains dans le cadre du Gatt, demeure en suspens. La libéralisation des échanges n'a pas abouti. Les Etats riches qui ne veulent, ni ne peuvent, assumer la charge économique de l'ensemble du monde et qui prêchent la fin de toute protection, n'arrivent pas à faire partager leur plate-forme libérale.

Les mouvements contradictoires s'accélèrent. La tendance à l'intégration dans le marché mondial d'un plus grand nombre d'économies s'accompagne du renforcement des pôles régionaux et de leur système de préférence. Au sein de certains espaces régionaux déjà constitués tels la CEE, l'Union du Maghreb arabe, l'Association des nations du Sud-Est asiatique, etc., des autonomies locales se cherchent et s'organisent. Cependant, les politiques globales, comme la politique sociale européenne, ont du mal à voir le jour.

La démocratie est en proie à des logiques territoriales ou indentitaires récessives. Les conflits et les remises en cause de l'ordre mondial, contenus dans les frontières « régionales », implorent. Ainsi, les populations kurdes, chiïtes divisent l'échiquier oriental. Ailleurs, il s'agit de la Slovénie, Croatie, Moldavie, Arménie, Géorgie... Un fractionnement accéléré des minorités ethniques qui va souvent de pair avec la marginalisation économique et politique.

Si l'intégration mondiale conserve un sens aujourd'hui, il faudrait que, dans le jeu de recomposition actuel, différents niveaux de pouvoir puissent arbitrer. De l'international au national ou au local, les passerelles doivent être renforcées. Sous peine de voir un ordre autoritaire s'installer.